



CONFERENCE DE PRESSE DU MARDI 30 OCTOBRE 2012

Le contexte actuel où une perception de recrudescence des phénomènes de corruption est en train de s'installer dans l'opinion, tandis que plusieurs hauts responsables et acteurs politiques ont manifesté à l'occasion de discours et autres interventions leur volonté de lutter contre la corruption, il appartient au BIANCO (Bureau Indépendant Anti-Corruption) de faire connaître au plus grand nombre la situation actuelle dans la mise en œuvre du programme de lutte contre la corruption.

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOLEANCES

SECTEURS CONCERNES	TOTAL cumulé
Jurico:	53
Collectivités dècentralisèes:	136
Fancier: Domaine - Tapa:	68
Police:	35
Gendarmerie:	131
Armèe:	8
Education:	75
Santè:	20
Impôt:	7
Trésor:	3
Devenir:	8
Economie, Finances et budget:	9
Energie et Miner:	6
Institutions de l'Etat et ministères:	6
Poste - Télécommunication et communication:	6
Intèrieur, Administration Territoriale:	34
Environnement, Eaux et Forêt:	16
Travaux Public:	14
Agriculture, Elevage et Pêche:	9
Fonction publique et Travail:	5
Culture et Tourisme:	2
Dècentralisation et Aménagement du Territoire:	2
Joueurs et Sport:	3
Population, Protection sociale, Loisirs:	2
Relation internationale (Affaire Etrangère):	1
Commerce:	2
Secteur privé:	8
Profession libérale, association et ONG:	5
Représentation diplomatique et organisation internationale:	1
Autres:	64
TOTAL:	739

[CLIQUEZ ICI POUR LE BILAN CHIFFRÉ EN FORMAT XLS](#)
 Ce bilan de corruption est un produit de la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption financé par le Bureau International d'Anticorruption (BIA). Les données relatives à Madagascar ont été fournies par les autorités malgaches et les enquêteurs de l'OCDE. Les données relatives aux autres pays ont été fournies par les autorités nationales correspondantes. Les données relatives au secteur privé ont été fournies par les entreprises et les associations professionnelles. Les données relatives aux ONG ont été fournies par les ONG elles-mêmes. Les données relatives aux autres secteurs ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au total cumulé ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la population, à l'économie et au développement ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la culture et au tourisme ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'énergie et au secteur des mines ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'environnement, à l'eau et à la forêt ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la fonction publique et au travail ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la culture et au tourisme ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la décentralisation et à l'aménagement du territoire ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux jeux et au sport ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la population, à la protection sociale et aux loisirs ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux relations internationales (affaires étrangères) ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au commerce ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au secteur privé ont été fournies par les entreprises et les associations professionnelles. Les données relatives aux professions libérales, aux associations et aux ONG ont été fournies par les ONG elles-mêmes. Les données relatives à la représentation diplomatique et à l'organisation internationale ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux autres secteurs ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au total cumulé ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la population, à l'économie et au développement ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la culture et au tourisme ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'énergie et au secteur des mines ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'environnement, à l'eau et à la forêt ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la fonction publique et au travail ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la culture et au tourisme ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la décentralisation et à l'aménagement du territoire ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux jeux et au sport ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives à la population, à la protection sociale et aux loisirs ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux relations internationales (affaires étrangères) ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au commerce ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au secteur privé ont été fournies par les entreprises et les associations professionnelles. Les données relatives aux professions libérales, aux associations et aux ONG ont été fournies par les ONG elles-mêmes. Les données relatives à la représentation diplomatique et à l'organisation internationale ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives aux autres secteurs ont été fournies par les autorités correspondantes. Les données relatives au total cumulé ont été fournies par les autorités correspondantes.